

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE L'UPR-GUYANE à l'occasion de la visite de Macron et Juncker à Cayenne

### «Macron n'a aucun respect pour nous» : la Guyane s'embrase en pleine visite présidentielle

27 oct. 2017, 08:16



Ce 27 octobre 2017, de violents affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont eu lieu devant la préfecture de Cayenne, alors que s'achevait le premier jour de la visite d'Emmanuel Macron en Guyane, marqué par un grand rassemblement du collectif *Pou Lagwiyann dékolé*,

### «Macron n'a aucun respect pour nous» : la Guyane s'embrase en pleine visite présidentielle

27 oct. 2017, 08:16



source :  
<https://français.rt.com/france/44990-macron-na-aucun-respect-pour-nous-guyane-embrase-visite-presidentielle-images>

Les troubles qui agitent de nouveau la Guyane, à l'occasion de la visite d'Emmanuel Macron et de Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, sont l'occasion de publier ici le communiqué de presse que notre délégation de l'UPR-Guyane a publié voici déjà une semaine et qui se révèle particulièrement judicieux avec le recul des événements survenus depuis lors :

-----

## Communiqué de presse de l'UPR-GUYANE du 20 octobre 2017

### **En marche vers l'austérité : Juncker, Macron et la Guyane**

À l'occasion de la tenue en Guyane de la XXI<sup>e</sup> conférence des régions ultrapériphériques de l'Union européenne, en présence des 2 représentants de l'austérité que sont le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker et le Président de la République Emmanuel Macron, la délégation Guyane de l'Union Populaire Républicaine souhaite attirer l'attention sur les faits suivants :

La suppression de l'aide alimentaire aux plus démunis en Guyane, jusqu'ici versée sous forme de subventions dites européennes, a été annoncée [1], alors que la France est contributeur net, à hauteur de 9 milliards d'euros par an, au budget de l'Union européenne. La France verse en effet tous les ans 22 milliards d'euros à l'UE qui ne lui reverse que 13 milliards sous forme de subventions diverses et il est prévu que cette contribution augmente dans les années à venir (notamment avec le départ annoncé du Royaume-Uni).

Le projet de loi de finances 2018 prévoit une baisse de 8,8 millions d'euros pour l'agence de l'Outre-mer pour la mobilité (LADOM) [2]. Cette loi de finances est dictée par la Commission européenne, non élue, qui prône l'austérité à travers les Grandes orientations de politique économique (GOPÉ), « recommandations » de politique sociale et économique émises pour chaque pays membre de l'UE, en vertu de l'article 121 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) [3].

À la rentrée 2017, de nombreuses associations ou écoles ont été privées des emplois aidés, à la demande du gouvernement Philippe qui ne fait qu'appliquer les directives européennes en matière de réduction des dépenses publiques. Au même moment, la « Loi Travail XXL », autre émanation des GOPÉ visant la destruction du code du travail, est passée en force via les ordonnances. Les GOPÉ sont, en outre, à l'origine de la baisse des dotations de l'État aux collectivités territoriales.

Par ailleurs, l'Union européenne et le Mercosur (groupement de pays sud-américains) négocient actuellement les termes d'un traité de libre-échange. La France et la Guyane sont-elles associées à ces négociations ? Les intérêts des agriculteurs comme des consommateurs guyanais sont-ils défendus ? On peut en douter au vu des renoncements répétés de l'État français en matière de défense des intérêts vitaux du pays.

L'entrée en vigueur du CETA [4], traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, le 21 septembre 2017, sans vote à l'Assemblée nationale, en est un bon exemple. Il s'agit là d'un traité anti-démocratique, mais aussi anti-écologique [5] qui sert les intérêts de grands groupes industriels et agro-alimentaires, au détriment de l'intérêt général.

Les technocrates de l'Union européenne doivent également se souvenir qu'un grand mouvement social mené par le collectif **Pou la Gwi Yann dékolé** (Pour que la Guyane décolle) a eu lieu en Guyane en mars et avril 2017. Le collectif réclamait légitimement le rattrapage économique et social de la Guyane vis-à-vis de l'Hexagone. Le mouvement s'est achevé le 21 avril 2017 avec l'accord de Guyane, par lequel le gouvernement avait acté un plan d'urgence de 1,08 milliard d'euros et pris acte de la demande de 2,1 milliards d'euros supplémentaires formulée par le collectif.

Pour l'instant, aucun versement n'a été effectué. La Guyane reste un désert médical [6] où la pauvreté ne cesse d'augmenter [7]. Elle reste honteusement sous-équipée notamment en matière d'éducation, reste victime de l'orpaillage clandestin, reste menacée par la voracité des industries d'extraction, reste méprisée en somme et ce jusque dans les notes présidentielles adressées aux journalistes accompagnant nos sinistres visiteurs.

Dans ce contexte le débat sur le nouveau statut de la Guyane nous paraît complètement déplacé et stérile compte-tenu du carcan bruxellois qui s'appliquera à toute collectivité restée dans l'UE. Dénoncer la tutelle de Paris pour subir celle bien plus prédatrice de Bruxelles ?...

Pourquoi les élus ne s'attaquent-ils jamais aux vraies causes des problèmes, c'est-à-dire notre appartenance à l'UE ?

Pourquoi les Assises françaises des Outre-mer se tiennent-elles en ce moment ? Quelle est leur utilité si leurs conclusions ne font qu'entériner les GOPÉ ?

De spectacles et de mensonges médiatiques, les Guyanais n'ont pas besoin. Nous ne voulons pas voir agoniser notre territoire, comme la Grèce aujourd'hui martyrisée, au nom des intérêts d'une oligarchie. Nous voulons décider collectivement de notre avenir, nous ne voulons pas des diktats de l'UE. Face aux traités européens, il peut y avoir des choix démocratiques, n'en déplaise à M. Juncker[8]. Choisissons la souveraineté, choisissons la démocratie, quittons l'UE [9] !

UPR GUYANE

20 octobre 2017

-----

Notes :

[1] La suppression de l'aide alimentaire aux plus démunis en Guyane : Guyane 1ère, octobre 2017 : <https://twitter.com/guyane1ere/status/915612282704531456>.

[2] La baisse du budget de LADOM : France TV info, octobre 2017 : <http://la1ere.francetvinfo.fr/seize-deputes-outre-mer-s-inquietent-baisse-du-budget-ladom-519839.html>

[3] Les grandes orientations de politique économique (GOPÉ) pour la France en 2017-2018 :

<https://www.upr.fr/gope-grandes-orientations-de-politique-economique>

[4] CETA : Comprehensive Economic and Trade Agreement ou AECG : Accord économique et commercial global.

[5] Le CETA signe l'arrêt de mort de la COP 21, Le vent se lève, septembre 2017 : <http://lvsl.fr/le-ceta-signe-larret-de-mort-de-la-cop-21>

[6] La France des déserts médicaux, Le Monde, octobre 2017 : [http://mobile.lemonde.fr/les-decodeurs/visuel/2017/10/13/sante-des-territoires-abandonnes\\_5200653\\_4355770.html](http://mobile.lemonde.fr/les-decodeurs/visuel/2017/10/13/sante-des-territoires-abandonnes_5200653_4355770.html)

[7] La pauvreté augmente en Guyane, Guyane 1ère, octobre 2017 :

<https://twitter.com/guyane1ere/status/920420371651874816>

[8] Du traité constitutionnel à Syriza, l'Europe contre les peuples, Le Figaro, février 2015 :

<http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2015/02/02/31001-20150202ARTFIG00405-du-traite-constitutionnel-a-syriza-l-europe-contre-les-peuples.php>

[9] Pourquoi un Frexit est urgent ? : <https://www.upr.fr/pourquoi-un-frexit-est-urgent>.

=====

**Une suggestion : allez massivement cliquer "J'aime" sur [la page Facebook de l'UPR-Guyane](#), en signe de soutien et de solidarité avec notre équipe locale de militants dynamiques et dévoués.**